

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique Centrale et les Caraïbes du 05/07/2018 au 11/07/2018

Mexique

2016 – PIB : 1046 Mds USD | Pop : 127 M hbts

Relations Mexique / Etats-Unis

Le Président élu, Andrés Manuel López Obrador (AMLO), rencontrera ce vendredi le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, Mike Pompeo. Steve Mnuchin (Secrétaire du Trésor), Kirstjen Nielsen (Secrétaire à la Sécurité Intérieure) et Jared Kushner (Haut Conseiller) devraient également assister à cette réunion. Les renégociations de l'ANELA, la politique migratoire et le développement économique seront les principaux thèmes évoqués. La question de la construction du mur entre les deux pays ne devrait toutefois pas être abordée.

Economie

La devise mexicaine s'est appréciée de 8,7% en 9 jours. Juste après l'élection d'AMLO, elle a notamment connu sa meilleure semaine depuis la prise de fonction d'Enrique Peña Nieto. Elle profite de la baisse des tensions politiques associées aux élections, et à la dépréciation du dollar liée aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. Selon les analystes de Banorte-Ixe, le peso mexicain devrait continuer à s'apprécier (jusqu'à passer sous la barre des 19 pesos pour 1 dollar). Cependant, les analystes de MetAnalysis s'attendent à ce que la volatilité reste forte (taux de change fluctuant entre 18,90 et 19,40 pesos pour 1 dollar).

Le Mexique a enregistré une inflation interannuelle de 4,65% en juin, ce qui indique un regain de tension inflationniste. Ce résultat est supérieur aux attentes des marchés (4,59% selon Bloomberg) et à l'intervalle cible de Banxico depuis janvier 2017 (3% ± 1%). L'inflation sous-jacente se situait à 3,62% et à 7,79% pour l'inflation non-sous-jacente.

AMLO prévoit 4% de croissance annuelle moyenne durant son mandat. Cependant, mercredi dernier, Carlos Manuel Urzúa, futur ministre des Finances désigné prévoyait 2,5% pour 2019.

Carlos Urzúa, a déclaré vouloir créer une Zone Economique Spéciale à la frontière Nord du pays. Cela impliquerait d'abaisser de moitié la TVA (8% contre 16% dans l'intégralité du pays). Les spécialistes estiment qu'une telle mesure pourrait permettre la résurgence économique de cette zone qui avait significativement affectée suite à la réforme de 2014 faisant passer la TVA de 11 à 16%. Cette mesure de transfert fiscal devrait en effet permettre une augmentation du revenu disponible des ménages de la frontière Nord et par conséquent une augmentation de leur consommation afin de limiter l'émigration vers les Etats-Unis. Ces mesures devraient toutefois n'être visibles qu'à moyen terme.

L'Inegi a enregistré une baisse de la consommation des biens et services des ménages mexicains en avril (-1,64% g.a. et -4,46% g.m.) et notamment une diminution de la consommation des biens nationaux. Seul résultat jugé positif par l'Inegi : la croissance de la consommation des services générés sur le sol mexicain qui a augmenté de 2,30% (g.a.). La consommation de biens étrangers a également diminué.

En juin, l'indice des prix à la production a atteint son niveau le plus élevé en 13 mois (+6,95% g.a.). Une hausse des prix particulièrement notable est observée dans l'industrie minière, la construction et l'industrie manufacturière. Les prix de la production dans l'agriculture, l'élevage, la foresterie et la pêche sont restés stables.

Le secteur de la consommation a gagné en attrait la semaine dernière dans la Bourse mexicaine (BMV). Ce secteur pourrait un de ceux qui bénéficierait le plus pendant l'administration d'Andres Manuel López Obrador, notamment grâce aux incitations créées pour les jeunes et les retraités, ainsi que l'éventuel projet du nouvel aéroport et du train touristique dans le sud-ouest du Mexique.

Les pressions sur les banques mexicaines de possibles cyberattaques restent fortes. Jeudi 5 juillet, certains intermédiaires ont reporté de possibles problèmes de leurs plateformes électroniques. Vendredi 6 juillet, l'ensemble du secteur financier se trouvait en alerte maximale. Les premières alertes ont notamment été émises par la plateforme de

*Taux de change au 11 juillet 2018 : 1 USD = 18,96 MXN

transaction de crypto monnaies Bitso. **Le Mexique est le 6^{ème} pays le plus menacé par les cyberattaques (3,10% du total mondial), la plupart en provenance des USA.**

Finances publiques

Le niveau de la dette mexicaine sera une contrainte pour AMLO, étant donné qu'elle affaiblira les capacités d'endettement extérieur de l'Etat. Le niveau de la dette externe mexicaine a atteint son niveau le plus élevé à la fin du 1^{er} trimestre 2018 (40% PIB). Elle n'a cessé d'augmenter durant les 8 dernières années en raison des facilités d'emprunt à la suite de la crise immobilière aux Etats-Unis. Le principal défi d'AMLO sera de trouver des façons innovantes de financer ses programmes sociaux et l'expansion économique sans dégrader le niveau d'endettement mexicain de manière insoutenable à long terme. Le niveau d'endettement des entreprises publiques (PEMEX, CFE) est également inquiétant.

La situation fiscale du Mexique est complexe : avec une pression fiscale de seulement 17%, c'est le pays de l'OCDE ayant les recettes fiscales les plus faibles (par rapport au PIB). De plus, 60% des recettes fiscales non-pétrolières contribuent au financement de dépenses indispensables Le nouveau gouvernement espère réaliser des économies sur les 40% restants.

Afin de financer ses programmes sociaux, Andrés Manuel López Obrador (AMLO) mettra en place plusieurs réformes visant à réaliser des économies. Le futur Président compte concentrer les achats du gouvernement fédéral au sein du Ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP) (économies estimées entre 225 et 500 Mds MXN – entre 12 et 26 Mds USD*). Carlos Manuel Urzúa, ministre des finances désigné, considère que c'est par ce biais qu'il mettra fin à la source la plus évidente de corruption. Le futur Gouvernement estime également pouvoir réaliser 600 Mds MXN d'économies (32 Mds USD*) en auditant les 58 programmes sociaux existants et en supprimant les programmes dupliqués. La baisse des salaires des fonctionnaires fédéraux (dont celui du président) proposée par AMLO participera aux économies réalisées à hauteur de 42 Mds MXN (2,2 Mds USD*).

Entreprises et grands contrats

Alfonso Romo, futur Secrétaire Général de la Présidence, a indiqué que le président élu n'utilisera pas sa majorité pour faire marche-arrière sur la réforme historique du secteur de l'énergie. L'équipe d'AMLO auditeront les contrats d'ores et déjà signés, à la recherche de signes de corruption. Dans le cas où des faits de corruption sont avérés, le pouvoir conversera avec les entreprises concernées afin de régler le différend. Si changement il y a dans la réforme, A.Romo s'engage à ce qu'ils ne se fassent pas au détriment de l'investissement privé dans le secteur.

| Indicateur | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | Niveau au 11/07//2018 |
|--------------------------------|------------------------|------------------------------|-----------------------|
| Bourse (IPC) | +3,61% | -2,94% | 49 025,15 |
| Risque pays (EMBI+Mx) | -5,80% | +1,04% | 195 |
| Taux de change USD/Peso | -2,42% | +5,63% | 18,96 |
| Taux de change Euro/Peso | -1,81% | +8,61% | 22,21 |
| Prix du baril de pétrole (USD) | -4,31% | +54,9% | 65,99 |

*Taux de change au 11 juillet 2018 : 1 USD = 18,96 MXN

Costa Rica

2016 – PIB : 57,4 Mds USD | Pop : 4,8 M hbts

Le Costa Rica a affiché une inflation interannuelle de 2% et une variation mensuelle de 0,18% en juin 2018. L'Institut National de Statistique costaricain indique que sur les 315 biens et services qui composent le panier de consommation, 50% ont vu leurs prix augmenter, 34% ont diminué et 16% n'ont pas présenté de variation.

Guatemala

2016 – PIB : 68,8 Mds USD | Pop : 16,3 M hbts

L'activité économique guatémaltèque a augmenté de 3% (g.a.) au mois de mai 2018. Ce résultat est principalement dû au dynamisme du commerce, de l'intermédiation financière, du secteur des assurances, de l'agriculture et de l'industrie manufacturière.

Le Guatemala, affiche le troisième PIB/habitant plus élevé (4 060 USD/an) de la région centraméricaine, après le Panama (13 100 USD/an) et le Costa Rica (11 040 USD/an). Entre 2016 et 2017, ce PIB/habitant aurait augmenté de 6,65% d'après les chiffres de la Banque Mondiale. Si ces chiffres sont optimistes et laissent espérer un développement majeur de la classe moyenne, il convient de les nuancer au regard de l'indice élevé de pauvreté du pays qui concerne 70,5% de la population, d'après la CEPAL.

Le Guatemala a enregistré un taux d'inflation interannuel de 3,8% et une variation mensuelle de 0,57% en juin 2018. L'inflation enregistrée sur ce mois de juin est inférieure de 0,29 point à celle enregistrée lors du mois de juin de l'année précédente.

Les exportations du Guatemala ont diminué de 2,8% (g.a.) au 1^{er} trimestre 2018 pour atteindre 4,69 Mds USD. La plupart des exportations sont destinées aux Etats-Unis, puis à l'Amérique Centrale et à l'Europe. La Chambre guatémaltèque d'agro-industrie souligne que cette contraction est liée au manque d'investissement et d'initiatives publiques visant à augmenter la productivité du pays.

Le Guatemala a déposé sa candidature pour intégrer le centre de développement de l'OCDE qui comprend actuellement 52 pays dont 11 latino-américains. D'après les projections du programme national pour la compétitivité (Pronacom), l'intégration aurait un coût d'environ 850 000 euros pour le Guatemala. Cette initiative du Ministère de l'Economie (Mineco) a pour but de moderniser l'administration publique du pays, d'améliorer son positionnement régional et d'impulser sa gouvernabilité.

Le secteur du tourisme, qui représente 8,5% du PIB guatémaltèque et 2,7% de l'emploi direct au Guatemala, enregistre une chute d'activité suite à l'éruption du Volcan de Fuego. Le Guatemala projetait 12% de croissance pour le secteur en 2018, projection revue à la baisse à 7% suite à la catastrophe. D'après les estimations de l'Institut de tourisme guatémaltèque (Inguat), le pays aurait perdu près de 3 MUSD de revenus touristiques en raison de la proximité de la ville hautement touristique d'Antigua avec le Volcan de Fuego.

Honduras

2016 – PIB : 21,5 Mds USD | Pop : 8 M hbts

Les transferts de migrants (*remesas*) reçus par le Honduras ont augmenté de 9% au 1^{er} semestre 2018 pour atteindre 2,3 Mds USD (Banque Centrale du Honduras). 80% de ces transferts viennent des Etats-Unis où vivent 1,2 millions d'honduriens. Les *remesas* sont la base du PIB hondurien (18%), allant ainsi au-delà des exportations de café, du secteur textile et de la production de crevettes. Le Honduras est le 3^{ème} pays récepteur de *remesas* dans la région, après le Guatemala et le Salvador.

Nicaragua

2016 – PIB : 13,2 Mds USD | Pop : 6 M hbts

Le bilan de la crise nicaraguayenne ne cesse de s'aggraver et le bilan humain s'alourdit (309 morts et 158 disparus). La crise affecte l'économie mais également l'exécution de projets des bailleurs de fonds. La Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL) a récemment affirmé que 2018 sera la seconde année consécutive de chute des Investissements Directs Etrangers (IDE) dans le pays. La BID souligne que la crise politique paralyse la

*Taux de change au 11 juillet 2018 : 1 USD = 18,96 MXN

plupart des projets et l'agence de notation Fitch Ratings a baissé la note du Nicaragua (de B+ à B) avec perspectives négatives.

Panama

2016 – PIB: 55,19 Mds USD | Pop: 4 M hbts

La Direction des Contrats Publics a ordonné la suspension de l'acte public pour l'adjudication de la construction du 4^{ème} pont sur le Canal. Cette décision a été prise suite à la réclamation du consortium Astaldi-Daelim, revendiquant la nullité de l'acte et un nouvel appel. Le consortium italien-coréen a été éliminé après que le comité d'évaluation ait estimé que la proposition (1,2 Md USD, soit 20% inférieure au prix de référence) était risquée. Le consortium a obtenu une note de 46,64 à l'évaluation technique, supérieure à celle de 30,99 obtenue par Consorcio Panama Cuarto Puent qui a remporté l'appel d'offres avec une offre de 1,4 Md USD. Toutefois, le Ministère des Travaux Publics a déclaré que cela n'affectera pas le résultat du processus, remporté par le consortium de sociétés chinoises.

Standard & Poor's améliore les perspectives de la dette du Canal de Panama, de stables à positives. S&P confirme la notation du Canal à A-, au-dessus de la note souveraine du pays (BBB-). L'agence indique que l'amélioration des perspectives reflète sa vision selon laquelle l'Autorité du Canal du Panama (ACP) conservera une notation supérieure au souverain en raison de ses facteurs intrinsèques de crédit, de la sensibilité au risque pays et de ses niveaux des liquidités adéquats. Par ailleurs, S&P déclare que l'ACP génère un excédent brut d'exploitation relativement stable basé sur la croissance prévue du trafic, elle-même liée aux tendances du commerce mondial et à la consolidation des activités des nouvelles écluses.

Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) a présenté à l'Assemblée un projet qui permettrait d'augmenter les dépenses publiques. Le projet modifie la Loi de Responsabilité Sociale et Budgétaire (LRSB) et le Fonds d'Épargne de Panama (FAP). Les modifications de la LRSB concernent : l'élimination du concept de solde budgétaire ajusté, une limite du déficit budgétaire annuel de 1,5% du PIB qui permettrait au gouvernement d'augmenter son endettement si les contributions du Canal sont inférieures à 3,5% du PIB et la limitation de l'augmentation des dépenses courantes en ligne avec la croissance potentielle du PIB et l'inflation. De plus, la modification du FAP consiste à réduire la règle d'accumulation, enclenchant celle-ci lorsque les recettes du Canal atteignent 2,5 % du PIB et non plus 3,5 %. Les rendements générés par le Fonds seront capitalisés à partir de 2019. De plus, pour l'année en cours, il est proposé d'augmenter exceptionnellement le déficit de 300 M USD.

La hausse des tarifs de l'électricité de 8,4% affectera près d'un quart des consommateurs d'électricité qui devront faire face à une augmentation annuelle de plus de 30 MUSD. Cette décision de l'Autorité des services publics aura un impact direct sur les coûts des biens et services. Cette hausse est en partie due aux surcoûts de la construction de la 3^{ème} ligne de transmission électrique, ce qui oblige l'entreprise de transmission électrique (Etesa) à collecter 425 MUSD de plus. Enfin, la construction de la 4^{ème} ligne de transmission (estimée à 550 M USD) fait l'objet d'interrogations en raison du retard du projet hydroélectrique Chan II, qui n'a toujours pas été attribué.

En 2017, le Panama continue d'être le premier récepteur d'IDE en Amérique centrale, avec 6,1 Mds USD, et le 7^{ème} récepteur de la zone Amérique Latine et Caraïbes. Les investissements se dirigent vers le secteur des services, notamment de la logistique, les opérations de transport, le commerce et les services financiers.

Salvador

2016 – PIB : 26,8 Mds USD | Pop : 6,1 M hbts

L'assemblée législative a ratifié un prêt de 350 MUSD de la Banque Interaméricaine de développement (BID) afin de couvrir le déficit budgétaire salvadorien. Le prêt a été attribué à un taux d'intérêt moyen de 8,62 % sur une durée de 20 ans avec 5 ans de grâce. Cette décision a pour but de renforcer le budget de l'Etat et d'éviter l'émission supplémentaire de titres.

Le gouvernement salvadorien cherche à dynamiser la zone côtière pour les activités économiques relatives à la génération d'énergies vertes et la recherche de gaz naturel et de pétrole. La zone, rassemblant 26 communes où les entreprises bénéficieront d'avantages fiscaux (exonération d'impôts sur loyers, de TVA, de frais de douane d'importation ou encore d'impôts locaux), pourra ainsi profiter de sa position de centre logistique stratégique et dynamisera l'attractivité de la région. A noter que les volets sociaux de ce projet sont impulsés par des actions ciblées

*Taux de change au 11 juillet 2018 : 1 USD = 18,96 MXN

du gouvernement, appuyé par le Fonds du Millénaire (Fomilenio II), soit 277 MUSD en projets d'éducation, d'infrastructures et d'appui à l'investissement sur cette la pacifique Sud.

Le groupe colombien Tecnoquimica (TQ) a fait l'acquisition de Corporacion Bonima après deux ans de négociations avec le groupe allemand Bayer Pharma (propriétaire de Corporacion Bonima depuis 1995). Bonima produit les médicaments génériques MK dont 87% de la production est destinée aux marchés centraméricains et mexicains. Grâce à cette opération, TQ devient donc le 3^{ème} plus gros groupe exportant des produits pharmaceutiques dans la région après Bayer et Sanofi. Le groupe colombien présent en Equateur, au Guatemala, au Salvador, au Nicaragua, au Panama et en République Dominicaine, a facturé pour 600 MUSD en 2017. Sa croissance externe sur les territoires voisins fait partie des stratégies employées par les entreprises dites multilatines – en expansion dans la région.

Les exportations de produits laitiers salvadoriens ont atteint le chiffre record de 29,5 MUSD en 2017, et la tendance se maintient en 2018 (12,3 MUSD sur la période janvier-avril 2018) – selon la Banque Centrale-. Le Guatemala est le principal destinataire (57%), suivi des Etats-Unis, du Costa Rica et du Honduras. Le Salvador souhaite atteindre l'autosuffisance sur ce secteur et diversifier ses exportations.

CARAÏBES

2016 – PIB : 134 Mds USD | Pop : 43 M hbts

En 2017, les flux d'IDE dans les Caraïbes ont augmenté de 20%, atteignant 5,8 Mds USD. La République Dominicaine a attiré 60% de ces IDE avec 3,57 Mds USD, en hausse de 48,3% par rapport à 2016. Les Bahamas ont été destinataires de 16% des IDE de la région, avec un montant de 928 MUSD. 11% des IDE se sont dirigés vers la Jamaïque (649 MUSD), où ils ont baissé pour la deuxième année consécutive. Le secteur minier et le tourisme attirent respectivement 29% et 25% du total. Les IDE ont plus que doublé en Haïti en 2017, atteignant 375 MUSD. La Barbade en a reçu 286 MUSD (+25% par rapport à 2016). Enfin, les entrées d'IDE à Trinité et Tobago ont été négatives de 374 MUSD en 2017. Dans ces pays, la hausse des investissements dans le secteur touristique a été significative, et les flux vers le secteur des ressources naturelles ont également crû, notamment en Jamaïque.

Bahamas

2016 – PIB : 9,05 Mds USD | Pop : 0,4 M hbts

Quatre Ministres de l'administration Minnis connaîtront un changement de portefeuille, un an après le retour au pouvoir du Free National Movement au Bahamas. Le Ministre de l'Agriculture, Renward Wells, récupère le Ministère du Transport et des autorités locales, alors à la charge de Frankie Champbell qui devient Ministre des Services Sociaux et du Développement Urbain. Michael Pintard sera réaffecté du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture au ministère de l'Agriculture et des ressources marines. Le Ministère des Services Sociaux, Lanisha Rolle, devient Ministre de la Jeunesse. Enfin, Minnis a annoncé que les deux secrétaires parlementaires licenciés après avoir voté non à l'augmentation de la TVA ne seront pas remplacés.

Haïti

2016 – PIB : 8 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

L'annonce du gouvernement le 6 juillet de la hausse des prix de l'essence, du diesel et du kérosène, de respectivement 38, 47 et 51%, à compter du 7 juillet, a déclenché des manifestations et des violences dans le pays. Le Président a annoncé le 7 juillet la suspension de cette mesure.

Jamaïque

2016 – PIB : 14,03 Mds USD | Pop : 2,8 M hbts

Au 1^{er} semestre 2018, la Jamaïque a enregistré un nombre record d'1 253 236 arrivées en escales et d'1 025 782 arrivées de croisière. Cela signifie plus de 100 000 touristes supplémentaires sur la période. Le secteur a rapporté 1,6 Md USD de recettes, soit une augmentation de 7,6% (g.a.) Le Ministère du Tourisme souligne que la croissance des arrivées et des ventes place la Jamaïque sur la bonne voie pour atteindre les objectifs fixés en 2016 pour 2021, à savoir 5 millions de touristes, 5 Mds USD de chiffre d'affaires, 125 000 emplois touristiques directs et 15 000 nouvelles chambres.

Le Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale a annoncé une augmentation de 12,9% du salaire minimum national en Jamaïque, effective au 1^{er} août. Il passera de 6 200 JMD (47,9 USD) à 7 000 JMD (54,1 USD) par semaine.

*Taux de change au 11 juillet 2018 : 1 USD = 18,96 MXN

L'inflation pour le mois de juin 2018 s'est élevée à 0,21% et l'inflation cumulée de janvier à juin à 1,43%. L'inflation interannuelle de juin 2017 à juin 2018 a été de 4,63% (dans la fourchette cible de la Banque Centrale qui est de 4,0 % ± 1%) et l'inflation sous-jacente est de 2,68% sur la même période.

La lente reprise économique a tardé à se dessiner en raison de chocs sur l'offre énergétique et des faibles prix de l'énergie. La croissance du PIB s'est contractée à un rythme plus lent (-2,6% en 2017, après -6,1% en 2016). Dès le 2nd semestre 2017, l'économie a montré des signes d'amélioration. La forte reprise de la production de gaz a eu des effets d'entraînement sur les industries en aval, tandis que la production pétrolière est restée stable, à un niveau historiquement bas. La faiblesse du secteur non énergétique a freiné la croissance globale, reflétant la faiblesse de l'activité dans la construction, les services financiers et le commerce. L'économie devrait revenir en territoire positif en 2018, à 0,2% avec une reprise dans le secteur non énergétique. Par ailleurs, l'inflation est tombée à un niveau historiquement bas (1,9% en 2017). Le taux de chômage a augmenté à 5,3% au 2nd trimestre 2017, contre 4,4% l'année dernière. Enfin, le FMI estime que les progrès en matière d'assainissement budgétaire sont satisfaisants. Avec l'accélération de la croissance, les politiques devraient viser à isoler l'économie des futures fluctuations des prix des matières premières, dans un cadre de politique budgétaire à moyen terme et en créant un environnement favorable au secteur non énergétique.

Le gouvernement a signé un protocole d'entente de 104 MUSD avec la Chine pour financer la construction d'un parc industriel à Point Lisas. Le Phoenix Park couvre une superficie de 67 hectares, il coutera 104 MUSD et sera financé par un prêt concessionnel du gouvernement chinois. Il aura pour vocation la promotion des efforts en vue de la diversification de l'économie, notamment dans les domaines de l'industrie légère, la logistique et l'entreposage, et des industries émergentes telles que les biotechnologies, les matériaux de construction écologiques, ainsi que l'électronique. Selon la Ministre du Commerce, cette initiative devrait créer 4 500 emplois dont 1 000 pendant la phase de construction. Par ailleurs, le gouvernement a annoncé son intention d'inviter 5 banques chinoises pour raviver le secteur financier. Il envisage que le pays accueille une chambre de compensation pour la monnaie chinoise, moins de deux mois après avoir rejoint l'initiative pour la route de la soie.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.